

# Rapport annuel 2025

Forum Civique Européen



# Éditorial

## Nous ne nous laisserons pas paralyser!

Comment vivre et survivre à «l'heure des prédateurs» ? La lecture de l'ouvrage du même nom de Giuliano da Empoli\* donne des frissons dans le dos. L'auteur démontre que le pouvoir, la cruauté, la ruse et la création du chaos sont devenus les principaux instruments de domination de notre époque. Il décrit comment les autocrates et les «conquistadores» de l'industrie technologique ont conclu une alliance funeste pour détruire une fois pour toutes les institutions de la séparation des pouvoirs, les droits humains et l'ordre international fondé sur des règles. Nous en ressentons les effets chaque jour depuis que Donald Trump a entamé son deuxième mandat de président des États-Unis au début de l'année de notre rapport. Il sait tenir le monde en haleine – avec ses décisions erratiques et son absence de scrupules, qu'il partage avec d'autres chefs d'État criminels tels que Poutine et Netanyahu. L'attaque massive et soudaine contre l'Iran n'a pas libéré le peuple, mais l'a enfoncé encore plus pro-

fondément sous le joug de ce régime meurtrier. Et de part et d'autre, la religion est détournée pour justifier l'extermination de l'adversaire – et cela au XXIe siècle.

Nous sommes censé-es trembler, le souffle coupé, tout en restant paralysé-es face à ce qui se passe dans le monde. Ainsi rendu-es incapables d'agir, pensent les puissants, nous avalerons sans doute tout ce qu'ils nous serviront. Mais nous ne nous laisserons pas paralyser – et nous ne sommes pas les seul-es. La résistance est présente partout où les gens se battent pour la dignité et la justice et agissent concrètement. Il s'agit de rassembler toutes nos forces, de coopérer au-delà des frontières, de ne pas perdre courage et de tenir tête aux «prédateurs». Il n'est pas encore trop tard.

*L'équipe du Forum Civique Européen (FCE),  
Bâle, mai 2026*

\*L'heure des prédateurs, Giuliano da Empoli, Gallimard, 2025



Rencontre du FCE en mars 2025 à Limans (sud de la France) avec des militant-es de Bosnie, d'Ukraine, de Grèce, d'Autriche, de Roumanie, de France, de Suisse et d'Allemagne.

# Guerre en Ukraine

L'engagement en faveur des personnes touchées par la guerre en Ukraine est devenu une priorité majeure pour le Forum Civique Européen.

Depuis l'indépendance du pays en 1991, des contacts directs ont été noués et des partenaires fiables ont été trouvés sur place, qui sont désormais actifs: pour les évacuations, les déplacé·es internes, les prisonniers de guerre, les victimes traumatisées de la guerre ainsi que les questions écologiques.

Le FCE soutient toutes ces initiatives.





## Aide psychologique aux personnes traumatisées par la guerre

Tout au long de l'année, nous avons pu soutenir des camps créatifs pour les enfants et les jeunes traumatisés par la guerre – appelés «Art camps» (camps artistiques) – dans les Carpates. Fin novembre 2025, nous avons lancé un nouvel appel à soutien financier pour ces camps, organisés par l'initiative de la société civile «Duzhe» sous le nom de «Horytsvit» (Adonis des montagnes). Les jeunes participant·es aux camps ont fui les zones de combat; souvent, ils ont perdu des membres de leur famille. Dans ces camps, les enfants et les jeunes retrouvent le courage de vivre. Des pédagogues et des animatrices, des psychologues et des artistes les y aident. Les camps sont organisés en Transcarpatie, dans la partie la plus occidentale de l'Ukraine – sur le massif montagneux de Svydovets et dans le village de Nizhne Selishche, où l'association Molotok gère une auberge de jeunesse. Au cours de l'année sous revue, nous avons organisé deux séminaires sur la santé mentale au même endroit, en collaboration avec le «Comité d'aide médicale en Transcarpatie» (CAMZ). Des psychiatres et des psychologues de Suisse et de France ont rencontré leurs collègues de toute l'Ukraine pour échanger leurs connaissances et se former.



## Reconstruction et société civile

La société civile ukrainienne fait ses preuves dans les moments les plus difficiles de la guerre. Des initiatives citoyennes sont actives partout là où l'État ne parvient pas à intervenir: lors des évacuations de zones bombardées, pour la distribution de repas à des dizaines de milliers de personnes, pour la prise en charge des personnes traumatisées par la guerre et des réfugiés. Les initiatives de la société civile joueront également un rôle décisif dans la reconstruction du pays: dans le développement de projets locaux, dans la création de places de formation et d'emplois, dans l'application de critères sociaux et écologiques ainsi que dans la lutte contre la corruption. C'est pourquoi nous avons organisé le 18 juin à Berne la conférence «Reconstruction en Ukraine: la société civile comme force de résilience». Lors de cet événement, le gouvernement et le Parlement suisses ont été invités à

prendre particulièrement en compte et à renforcer la société civile dans la répartition des fonds d'aide à l'Ukraine. Une rencontre avec le délégué du Conseil fédéral pour l'Ukraine, Jacques Gerber, le 18 février de la même année, n'avait pas permis d'aboutir à la percée espérée sur cette question. Afin de soutenir les participant·es, Oleksandra Matwiïtchouk, lauréate ukrainienne du prix Nobel de la paix du «Centre for Civil Liberties», a envoyé un message de soutien. En amont de l'événement, une délégation de citoyen·nes de Berne, accompagnée d'un représentant suisse du FCE, s'était rendue en Transcarpatie pour visiter divers projets de la société civile et évaluer les prochaines étapes, telles que des partenariats entre des communes suisses, des projets, villes et villages ukrainiens. Un cercle informel est également en train de se former à Bâle pour faire avancer cette idée.



Des livraisons d'aide humanitaire jusqu'au front: le «Comité d'aide médicale de Transcarpatie» (CAMZ) soutient des initiatives de la société civile dans toute l'Ukraine.

## Maxime Boutkevitch est libre!

En juin 2022, le journaliste et militant des droits humains ukrainien Maxime Boutkevitch a été capturé par l'armée russe. Choqué par l'attaque massive de la Russie contre son pays, il s'était engagé volontairement dans l'armée ukrainienne. Sur la base de mensonges éhontés, il a été condamné le 10 mars 2023 par un tribunal de Louhansk, sous occupation russe, à 13 ans de camp de travail forcé. En octobre 2024, il a été libéré dans le cadre d'un échange de prisonniers. Depuis, il témoigne publiquement de ses expériences oppressantes en captivité et de la situation actuelle en Ukraine. Grâce à notre réseau de contacts en Suisse, il a pu intervenir lors d'événements à Zurich (hebdomadaire Woz) et à Berne (université). En septembre 2025, il a reçu le Prix Vaclav Havel des droits humains du Conseil de l'Europe à Strasbourg.





## Protection d'une zone naturelle

Notre engagement pour la protection de la zone naturelle unique du massif montagneux de Svydovets dans les Carpates ukrainiennes – en collaboration avec le comité local «Free Svydovets» – s'est poursuivi. Les oligarques à l'origine du projet d'une gigantesque station de ski veulent le mener à bien par tous les moyens. Mais après sept ans de bataille juridique, la Cour suprême d'Ukraine a statué le 9 octobre 2024 en faveur de «Free Svydovets». La Cour a es-

timé que les exigences légales en matière de transparence et de participation citoyenne n'avaient pas été respectées lors du processus de planification publique – une victoire provisoire pour notre contestation. Au cours de l'année du rapport, nous avons également continué de sensibiliser l'opinion publique européenne et les autorités compétentes aux agissements illégaux des oligarques et de leurs complices.

## Soutien durable aux Roms

Rada Kalandiïa a dû fuir Vuhledar, dans le Donbass, en 2022 et vit aujourd’hui à Moukatchevo, en Transcarpatie. Elle est présidente de l’organisation rom d’utilité publique «ROMEN» et représentante du Fonds pour des femmes roms de l’association Chirikli. À Moukatchevo, elle a été confrontée à la misère qui règne dans le «tabor» (quartier rom) local. Plus de 15 000 personnes y vivent dans des conditions extrêmes: stigmatisées et privées d’eau potable, l’accès à l’éducation, aux soins médicaux et aux droits civiques fondamentaux n’est pas garanti pour la plupart d’entre elles. Rada Kalandiïa souhaite apporter des changements durables et a fondé, avec le soutien du FCE, un centre de conseil et d’aide pour les femmes roms.

En septembre 2025, elle a répondu à notre invitation pour venir en Suisse. Lors d’une manifestation publique à Bremgarten, près de Berne, elle a pu présenter son projet et la commune lui a accordé une subvention importante. Trois autres communes se sont jointes à cette initiative. Une interview détaillée a été publiée dans le journal paroissial de Berne. Sur le chemin du retour vers l’Ukraine, elle a été accueillie à Vienne par des représentant·es du FCE Autriche, qui ont organisé une conférence avec elle.





Dans le Tabor: Rada Kalandija (2e à partir de la gauche) aide et conseille les femmes au quotidien. Photo: Gabi Peissl

# Migration & exploitation

La «mer de plastique» d'Almería, dans le sud de l'Espagne, reste le centre de la production maraîchère industrielle en Europe et repose sur une exploitation impitoyable des personnes et des ressources. Ceux et celles qui doivent travailler dans ces tunnels en plastique sont pour la plupart des migrant·es.

Ces conditions de vie déplorables existent dans de nombreux pays d'Europe. Le Forum Civique Européen soutient des syndicats et des comités locaux ainsi que les campagnes internationales contre cet esclavage moderne.





# Espagne

## SAT: présence renforcée

Depuis plus de 25 ans, le FCE soutient le syndicat «Sindicato Andaluz de Trabajadores» (SAT, anciennement SOC/SAT) dans son combat contre l'exploitation des travailleurs et travailleuses migrant·es dans l'agriculture industrielle, en particulier dans la «mer de plastique» d'Almería. Au cours de l'année sous revue, cet engagement en Andalousie s'est également étendu à Huelva. Le SAT s'est engagé dans toute la région dans les négociations sur les conventions collectives dans l'agriculture et les entreprises de conditionnement, avec des revendications concernant des salaires décents, la sécurité au travail des employés et des conditions de travail réglementées. Le syndicat a en outre renforcé sa présence institutionnelle en remportant plusieurs élections dans des entreprises locales, ce qui lui permet d'influencer directement la situation des employés. Notre soutien financier en faveur du SAT permet d'organiser, au-delà du quotidien, des mobilisations plus larges contre la précarité du travail et de participer à des campagnes de solidarité internationale. Les actions sur le terrain, l'ancrage syndical et l'engagement politique s'associent désormais pour former un concept couronné de succès. Depuis quelque temps, des



jeunes du groupe «Interbrigadistas» de Berlin se rendent régulièrement en Andalousie pour travailler en solidarité avec les syndicalistes et mener un travail de sensibilisation à leur retour. En effet, une grande partie des légumes et des fraises vendus dans les grands supermarchés provient d'Almería et de Huelva. Il nous semble particulièrement important d'établir un lien avec les consommatrices et consommateurs sous nos latitudes. C'est pourquoi le FCE a soutenu également l'engagement des «Interbrigadistas» par des contributions financières.

# France

## CODETRAS - Le long combat des ouvrières intérimaires

En 2025, le CODETRAS (Collectif de défense des travailleurs et travailleuses migrants dans l'agriculture) du département des Bouches-du-Rhône a poursuivi, en étroite collaboration avec des représentant·es du FCE, ses actions en faveur de la défense des travailleurs et travailleuses migrants dans l'agriculture intensive. Le collectif offre un soutien direct aux travailleurs et travailleuses saisonniers en conflit avec leurs employeurs en facilitant l'accès aux voies de recours, en accompagnant les procédures devant le tribunal du travail et en rendant publics les cas d'abus.

Au cours de l'année sous revue, le CODETRAS a également accompagné les plaignantes, dont Yasmine Tellal\*, dans le cadre du litige contre l'agence d'intérim Terra Fecundis, qui dure depuis huit ans et a franchi en octobre 2025 une nouvelle étape juridique devant la cour d'appel d'Aix-en-Provence, l'audience ayant été ajournée pour l'énième fois. Si les plaignantes se sont vu accorder, en partie, des arriérés de salaire ou des indemnités lors des instances précédentes, elles n'ont toutefois pas encore touché un centime. En effet, l'entreprise a entre-temps déclaré faillite et les responsables

font traîner la procédure autant qu'ils le peuvent. Une procédure distincte est prévue pour la plainte pour violences sexuelles commises par les employeurs, mais elle n'a pour l'instant pas avancé. Il faut une persévérance à toute épreuve pour obtenir justice. Ce combat est emblématique de la situation de nombreuses autres personnes exploitées, c'est pourquoi nous continuerons sans aucun doute à l'accompagner financièrement et humainement, comme nous l'avons fait au cours de l'année sous revue. Le besoin en centres de consultation pour les travailleurs et travailleuses migrants dans le sud de la France est grand. Ces lieux sont désormais gérés par différentes initiatives, comme le centre de Beaucaire, dont nous avons soutenu la création, et un nouveau local autogéré à Arles.

\*Cette ancienne ouvrière migrante originaire du Maroc a joué un rôle de premier plan dans la dénonciation des abus commis par Terra Fecundis et dans la procédure judiciaire engagée contre cette entreprise. Elle a été victime d'hostilité massive, a dû changer de lieu de résidence et en a payé le prix avec sa santé. Nous sommes amis depuis des années et le FCE la soutient personnellement, humainement et, si nécessaire, financièrement.

# Exode et exil

La violence devant et à l'intérieur de la forteresse Europe s'intensifie.

C'est pourquoi le Forum Civique Européen soutient des initiatives d'aide aux réfugié·es et aux migrant·es - de la route des Balkans à la Suisse, en passant par les Alpes italo-françaises jusqu'au Maroc - et documente les violations des droits humains commises par Frontex.

Parallèlement, nous nous engageons contre la montée de l'extrême droite en Europe.





# Suisse

## Swiss Frontex Files

En 2021, nous avons fondé, en collaboration avec des avocat·es et des journaliste·es, un comité visant à demander, en vertu du droit d'accès aux documents publics, la divulgation d'informations et de documents internes concernant la coopération entre «l'Administration fédérale des douanes» (AFD), désormais «Office fédéral de la douane et de la sécurité aux frontières» (OFDF), et «l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes» (Frontex). Cette initiative s'inscrivait dans un contexte où la Suisse allait considérablement augmenter son soutien financier à Frontex\* et siégeait au conseil d'administration de l'agence.

Le comité s'est montré préoccupé par les violations des droits humains aux frontières extérieures de l'UE, commises avec la complicité de Frontex, et a décidé d'enquêter sur le rôle de la Suisse au sein de cette agence. Après plusieurs années de négociations difficiles avec

l'OFDF, le comité a finalement obtenu l'accès à plus de 1 000 documents, qui ont été analysés par le collectif de recherche WAV à Zurich. Ces recherches ont pu être publiées au cours de l'année 2025 dans le magazine – online «das Lamm» sous la forme d'une série en quatre parties intitulée «Swiss Frontex Files» (en allemand): [www.daslamm.ch/swiss-frontex-files](http://www.daslamm.ch/swiss-frontex-files). Il en est ressorti que l'administration fédérale a dissimulé des informations sensibles à des moments décisifs\*\* et que des policiers et fonctionnaires suisses, intégrés dans Frontex, sont également déployés dans des zones où les droits humains sont systématiquement bafoués. Le FCE a largement financé ces recherches.

\*Fin 2021, un débat public s'est engagé à la suite d'un référendum contre l'augmentation des moyens financiers alloués à Frontex, et un vote populaire a eu lieu en mai 2022

\*\* Par exemple, peu avant le vote populaire du 15 mai 2022

## La solidarité n'est pas un crime

Le 8 juillet 2025, le procès de Caroline Meijers, présidente du «Mouvement jurassien de soutien aux sans-papiers et aux migrant·es» (MJSSP), s'est tenu à Porrentruy, dans le canton suisse du Jura. Elle avait mis son adresse à la disposition d'un demandeur d'asile syrien débouté afin que celui-ci puisse recevoir du courrier des services de l'immigration concernant la réouverture de sa procédure; lui-même se trouvait à ce moment-là dans un lieu inconnu, par crainte d'être expulsé. Nous avons fermement soutenu l'accusée et nous nous sommes joints, le jour du procès, à la foule de sympathisant·es venu·es de toute la Suisse.

Le procès s'est soldé par un acquittement. Le tribunal a conclu que Caroline Meijers n'avait pas favorisé le séjour illégal d'un étranger. Mais ce procès n'aurait jamais dû avoir lieu. Car le soi-disant «délit de solidarité» aurait dû être aboli depuis longtemps. Rien qu'en 2024, pas moins de 592 personnes ont été condamnées en Suisse pour ce «délit». Le jour du procès, une première pétition a circulé, demandant la modification de l'article 116 de la loi sur les étrangers et l'intégration (LEI). Les personnes qui apportent leur aide

doivent être exemptées de toute sanction pénale, pour autant que leur action s'avère désintéressée et qu'elles n'en tirent aucun avantage personnel.

## Diverses initiatives et rencontres

En 2025 également, nous avons soutenu divers comités et petites organisations qui s'engagent sur les plans politique, juridique et humain en faveur des réfugié·s et des sans-papiers. Nous avons également fait la connaissance des jeunes militant·e·s de «Rage Kit» à Lausanne, qui produisent de courtes vidéos politiques non conventionnelles – notamment contre les violences policières et le racisme. Parallèlement, ces jeunes s'engagent en faveur des sans-abri et des sans-papiers. Fin novembre, le Congrès sur la migration de «Solidarité sans frontières» s'est tenu à Berne. Nous collaborons depuis longtemps avec cette organisation et poursuivons des objectifs communs. En participant à cette rencontre, nous avons pu nouer ou approfondir des contacts avec des initiatives intéressantes et des personnes engagées.

# Route des Balkans / Bosnie

## Kompas à Sarajevo

Depuis plusieurs années, y compris en 2025, nous soutenons des initiatives locales d'aide aux migrant-es en Bosnie: Rahma à Velika Kladuša, à la frontière croate, et surtout Kompas 071 dans la capitale Sarajevo, qui est devenue un point névralgique de la route des Balkans. Au cours de l'année sous revue, Kompas a pu mettre en place un nouveau site web et planifier ses activités à plus long terme. À la mi-décembre, nous avons invité Ines Tanović, fondatrice et directrice de Kompas, en Suisse. Elle a pu présenter son initiative lors de différentes manifestations. Suite à cela, une interview en quatre parties avec elle a été publiée dans l'hebdomadaire de gauche Woz à Zurich ainsi qu'un article dans le «Courrier de Genève». Cette tournée a permis de récolter un soutien financier substantiel, en plus de l'aide habituellement fournie par le FCE. Cela permettra à Kompas d'embaucher davantage de collaborateur-trices – d'une part pour l'aide d'urgence immédiate (nourriture, vêtements, chaussures, hygiène) et d'autre part pour le conseil psychologique et juridique aux personnes en quête de protection.

Cela est urgent, car avec les guerres au Proche-Orient et au Soudan, des milliers de personnes s'engagent à nouveau sur la route périlleuse vers l'Europe. Outre les initiatives locales, nous soutenons les bénévoles internationaux de «No Name Kitchen», présents dans plusieurs pays des Balkans.



# France

## Aide aux réfugié·es en détresse en montagne

De nombreux·ses réfugié·es en provenance de pays en guerre ou en crise tentent, au péril de leur vie, de traverser les Alpes françaises depuis l'Italie pour rejoindre un lieu sûr. Sans autre choix, car les postes-frontières officiels sont fermés aux personnes en fuite. Sur le col alpin du Montgenèvre, au-dessus de la ville de Briançon, des scènes terribles se produisent régulièrement. Des familles entières, des enfants et même des femmes enceintes s'engagent dans cette traversée avec un équipement de montagne et d'hiver souvent totalement insuffisant. Ces personnes exilées sont pourchassées par la police des frontières et, la plupart du temps, renvoyées en Italie. Le Conseil d'État français, la plus haute juridiction administrative, avait déclaré illégale, le 2 février 2024, la pratique de ces expulsions vers l'Italie. Cette décision avait eu pour effet de mettre fin aux renvois, de rétablir la libre circulation et de permettre aux personnes exilées de franchir la frontière en toute sécurité. Malheureusement, il ne s'agissait que d'une pause qui a duré jusqu'en novembre de la même année. Depuis lors, les migrant·es ont dû à nouveau



emprunter ces chemins périlleux. Diverses initiatives et militantes organisent des patrouilles nocturnes pour secourir les réfugié·es en détresse en montagne. Au cours de l'année du rapport, nous avons commencé à soutenir financièrement le groupe RIB (Réseau Inter Briançonnais), composé de jeunes sauveteur·euses en montagne. Nous avons également renouvelé notre soutien à l'organisation «Tous Migrants», qui, outre la mise en place de patrouilles en montagne, veille avant tout à un accueil digne des réfugié·es à Briançon.

## Des fruits et légumes pour tous

Plusieurs coopératives agricoles et horticoles du sud de la France produisent des aliments bio, dont elles distribuent gratuitement une partie aux personnes dans le besoin, notamment aux réfugié·es et aux sans-papiers, de Marseille à Briançon. C'est un défi logistique et financier.

# Allemagne

## Un centre dédié à la solidarité

Le FCE en Allemagne a son siège dans la région rurale du Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, à la coopérative Longo Maï d'Ulenkrug. Les deux organisations y gèrent conjointement un important lieu de rencontre qui avait un besoin urgent de rénovation. Celle-ci était prévue depuis des années, mais avait été reportée à maintes reprises en raison des exigences élevées liées à la protection des monuments historiques ainsi que d'importantes mobilisations politiques. Au cours de l'année sous revue, une grande partie des travaux a pu être achevée.

Malgré le chantier, les réunions préparatoires du 8 mai ont pu avoir lieu. Chaque année, des néonazis tentent d'instrumentaliser le jour de la défaite de l'Allemagne nazie en organisant une marche dans la ville de Demmin. Grâce à l'engagement tenace de la société civile, de plus en plus de personnes s'y opposent. Cela est d'autant plus nécessaire face à la montée en puissance de l'AfD et d'autres courants d'extrême droite. Grâce à la collaboration avec le réseau «Widersetzen» (Résister), 25 autocars venus de toute l'Allemagne du Nord ont pu être mobilisés pour la contre-manifestation. Pour la première fois, le défilé a été empêché.



Au cours de l'année, des obstacles inutiles ont été dressés devant les réfugié·es. Par exemple, les demandeur et demandeurs d'asile de Neubrandenburg ne recevaient plus d'argent liquide, mais uniquement une carte leur permettant d'acheter certains articles dans des magasins sélectionnés. Une fois encore, une initiative de la société civile est venue à leur secours en échangeant des bons d'achat contre de l'argent liquide. Le FCE a contribué à faire connaître cette possibilité de solidarité et a participé à une journée d'action sur ce thème.

## «Zusammen bewegen»

Le FCE a participé à la campagne «Zusammen bewegen» (Bouger ensemble). Le travail de mise en réseau en vue des élections régionales du Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, prévues en septembre 2026, a déjà commencé durant l'été de l'année sous revue. Dans les sondages, l'AfD se maintient

# MAROC

## Protection pour les plus vulnérables

de manière stable autour de 40 %. De très nombreuses personnes se mobilisent pour empêcher l'AfD d'entrer au gouvernement du Land. La campagne, lancée en février 2026 sous le nom «Zusammen bewegen» ([www.zusammenbewegen.org](http://www.zusammenbewegen.org)), vise à rassembler les personnes partageant les mêmes valeurs fondamentales. L'objectif est de mobiliser la population, de renforcer le sentiment de capacité d'agir et de consolider les piliers de la démocratie face à la montée de l'extrême droite. Il s'agit d'initier des actions régionales et locales, de créer des espaces de rencontre et d'échange, et d'offrir un cadre propice à la créativité et à la beauté. Il s'agit également d'engager le dialogue avec les habitant·es dans la rue, en faisant du porte-à-porte et partout où cela est possible.

Tout cela permet de se préparer à une composition parlementaire de plus en plus marquée par l'extrême droite, une évolution déjà perceptible dans de nombreux conseils communaux. Plusieurs groupes politiques ont utilisé notre «Centre de solidarité» et ses infrastructures pour organiser des réunions de plusieurs jours. Cela est particulièrement important dans une région d'Allemagne aussi délaissée.

Depuis de nombreuses années, le Maroc est un pays de transit. Chaque année, entre 30 000 et 50 000 personnes – principalement originaires d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale – traversent le pays dans l'espoir d'atteindre les côtes européennes. Mais comme partout ailleurs, la politique migratoire se durcit de plus en plus. Les autorités mènent régulièrement des rafles afin d'expulser les personnes en quête de protection. Les femmes et les enfants, qui ont déjà vécu le pire au cours de leur fuite, sont également les plus vulnérables au Maroc: sans ressources, victimes de discrimination et contraints de vivre dans la clandestinité.

Au cours de l'année sous revue, nous avons soutenu l'initiative «Assistance aux Migrant·es pour l'Intégration» (AMI), qui accueille et accompagne ces femmes et ces enfants dans des lieux d'accueil. Nous avons ainsi cofinancé deux structures protégées dans la capitale, Rabat. Ces lieux sont bien plus que de simples hébergements; ils offrent un accompagnement complet: soutien humain, soins médicaux ainsi qu'une aide sociale et juridique. Leur objectif est de créer un environnement sûr pour un nouveau départ et de servir de tremplin vers l'autonomie et l'intégration.



# Proche-Orient

La chute de Bachar al-Assad a été une lueur d'espoir pour les populations du Moyen-Orient.

Mais depuis, les guerres se succèdent, comme un voile qui recouvre tout avenir de paix. Les dirigeants sans scrupules et les fanatiques religieux n'ont aucun intérêt à ce que les peuples vivent en paix.

Le Forum Civique Européen soutient et accompagne des initiatives visant à renforcer la solidarité entre voisins, au-delà des frontières.



# Liban / Syrie

## Buzuruna Juzuruna\*

Buzuruna Juzuruna (BJ) est le premier projet au Liban à produire des semences de légumes, de céréales et de fleurs issues de l'agriculture paysanne. Le groupe dispose désormais de sa propre banque de semences, propose des cours d'agroécologie, distribue gratuitement des semences et des plants aux réfugié·es et incarne une utopie politique sans frontières. Le groupe a été fondé il y a huit ans, principalement pour venir en aide aux personnes ayant fui la Syrie. Depuis les attaques israéliennes contre le Liban, à partir de septembre 2024, les défis auxquels sont confrontés nos ami·es sur place se sont aggravés. Les bombardements ont pénétré profondément dans le pays et ont provoqué le déplacement d'un million de personnes à l'intérieur du territoire.

Au cours de l'année sous revue, BJ a pu accueillir des familles déplacées et fournir le strict nécessaire à de nombreux·ses réfugié·es de guerre dans tout le pays. Le groupe a distribué gratuitement des centaines de kilos de denrées alimentaires issues de sa propre production à des cantines solidaires. Chaque semaine, plusieurs cantines ont été ap-

provisionnées à plusieurs reprises. Grâce à un appel aux dons, nous avons pu soutenir de manière significative cette action d'urgence.

La chute soudaine de Bachar al-Assad, en décembre 2024, a été une lueur d'espoir pour les populations des deux côtés de la frontière et un grand soulagement. Buzuruna Juzuruna avait déjà établi depuis longtemps des partenariats solides avec des paysan·nes en Syrie. Jusqu'à présent, cela n'avait été possible que dans la clandestinité, mais, au cours de l'année 2025, les ami·es ont enfin pu se rendre visite. La guerre civile syrienne a entraîné des destructions massives; c'est pourquoi l'approvisionnement en semences et en savoir-faire sera essentiel pour la remise en culture de vastes étendues de terres.

Le FCE soutient Buzuruna Juzuruna principalement dans les situations d'urgence. Le mouvement coopératif de Longo Maï, avec lequel le FCE travaille en étroite collaboration, soutient surtout le secteur agricole.

\* Les graines sont nos racines.



Malgré la guerre et la crise: Charlotte Joubert et Faiqa El Jasem de Buzuruna Juzuruna ne sont pas près de baisser les bras.

## Solidarity Fields

En 2015, Mahmoud Barhum, réfugié syrien, a fondé la coopérative d'agriculture biologique «Solidarity Fields» en Grèce. Au fil des ans, celle-ci a fourni de la nourriture à plus de 10 000 réfugié-es. Après la chute du régime en Syrie, l'initiative s'est installée dans son pays d'origine. Le FCE a soutenu cette initiative au cours de l'année sous revue.

## Palestine

### Voyages de délégations

Au cours de l'année, le FCE a soutenu trois voyages de délégations en Cisjordanie. L'objectif était de déterminer dans quels domaines le FCE pouvait apporter une aide concrète en faveur de la souveraineté alimentaire. Dans un premier temps, des personnes invitées en France afin de nouer des liens avec d'autres paysan-nes du Proche-Orient (Syrie, Irak, Liban) et avec des initiatives européennes ont été rencontrées sur place. L'accès à des semences libres reste un problème central dans

tous ces pays. Nos collaboratrices et collaborateurs sont restés au moins six semaines chacun-e et ont rendu compte de graves violations des droits humains commises par les colons israéliens et l'armée. Ils ont également rapporté des récits d'espoir et de grande solidarité au sein de la population. Une présence internationale est extrêmement importante pour les personnes sur place; c'est pourquoi d'autres voyages de délégations soutenus par le FCE devraient avoir lieu.

## Gaza Kitchen

Au cœur de la bande de Gaza, les parents de trois jeunes enfants s'engagent dans une initiative locale qui distribue des repas chauds, de l'eau potable et des produits de première nécessité aux familles du camp de réfugiés d'Al-Maghazi. Depuis le début de la guerre, ils consacrent tout leur temps et toute leur énergie à prendre soin de leur quartier. Même lorsque de violents bombardements viennent troubler leurs nuits, ils se mettent dès le matin à cuisiner et à distribuer de la nourriture. Au moins trois fois par semaine, ils préparent des repas chauds pour tout le quartier et fournissent aux personnes dans le besoin des colis contenant des produits de première nécessité. Ils reçoivent également le soutien de personnes en Israël qui ont découvert le projet via les réseaux sociaux et qui s'opposent au génocide à Gaza. Le FCE a apporté un soutien financier à cette initiative au cours de l'année sous revue.



# Bases de vie & autonomie

Les catastrophes se multiplient – causées par la surexploitation des ressources de notre planète et par le changement climatique.

Le Forum civique européen prend le contre-pied de cette tendance en soutenant des mouvements de résistance écologiques ainsi que des projets d'agriculture biologique et sociaux.

Au cours de l'année écoulée, on a de nouveau soutenu des projets d'agriculture biologique et des projets sociaux autogérés en Allemagne, en France, en Autriche, en Roumanie et en Suisse. Ces projets collectifs tentent de combiner de nouveaux modes de vie avec un engagement politique, social et écologique.



# France

## Autour du freekeh et des solidarités internationales

Dans l'année de ce rapport, des membres du FCE ont participé à une rencontre en France organisée à l'honneur de la culture et la transformation du freekeh, une préparation traditionnelle élaborée à partir de blé dur récolté encore vert. Héritée de pratiques agricoles anciennes du Proche-Orient, cette méthode consiste à récolter les épis avant maturité, puis à les sécher, les torrifier au feu ouvert afin de brûler les enveloppes du grain, avant de battre et concasser le blé pour obtenir cette céréale au goût fumé caractéristique. Au-delà du travail agricole, cette rencontre a constitué un moment fort de partage, de transmission et de convivialité. Les gestes liés à la préparation du freekeh ont permis de faire dialoguer mémoires, cultures et expériences collectives autour de l'alimentation, des semences et de l'autonomie paysanne. Cette initiative a également trouvé un écho au-delà du terrain, plusieurs émissions de radio ayant relayé cette expérience et les réflexions qu'elle a suscitées autour de

la préservation des savoirs agricoles et des solidarités internationales.

## Cantine Syrienne

A travers diverses rencontres internationales, plusieurs membres du FCE se sont liés avec les initiateurs et initiatrices de la «Cantine syrienne» déjà soutenue par le passé. Depuis trois ans des personnes exilées de la Syrie à Montreuil (Paris) militent à travers cette cantine qui en 2025 a relevé un nouveau défi: construire une Maison des Peuples et de l'Exil. DARNA est son nom arabe: notre foyer, en français. Suivant toujours la formule enthousiaste: cuisine et révolutions! Le FCE a participé à financer DARNA qui se définit comme un «espace transnational d'entraide pour se rencontrer, bien manger et changer le monde.»



# Roumanie

## L'accaparement des terres

En Roumanie, la lutte contre l'accaparement des terres que nous soutenons s'est poursuivie. Un grand investisseur côté au Liechtenstein acquiert de vastes étendues de terres dans la région vallonnée près de Sibiu, les clôture et y élève des bovins Angus. La viande «Karpaten Meat» (viande de Carpathes) est commercialisée comme étant produite sur des «pâturages naturels». En réalité, la nature est privée de sa diversité en raison des clôtures inhabituelles dans la région et de l'élevage monospécifique, avec toutes les conséquences que cela implique. L'association «Peisaj Deschis» (Paysage ouvert) tente, par un travail de sensibilisation et par la voie juridique, de mettre un terme à cette évolution néfaste. Au cours de l'année du rapport, le champ d'action de cette association s'est encore élargi, notamment en faveur de la protection des forêts. Une cause que le FCE a soutenue de toutes ses forces. Cet engagement a débuté lorsqu'une forêt vierge située près du village de Hosman devait être déboisée. Avec le soutien d'«Agent Green», la principale association de protection des forêts en Roumanie, une plainte officielle a été déposée. Ce qui a commencé comme une intervention ponctuelle s'est

transformé au cours de l'année en une collaboration beaucoup plus étroite. Ensemble, les militant·es ont déposé des plaintes concernant plusieurs sites de déboisement dans les hautes terres de Podișul Hârtibaciului, ont participé à des débats publics sur les plans de gestion forestière, ont organisé des ateliers «Eyes On The Forest!» pour informer la population locale sur les moyens de s'engager, et ont lancé un projet de cartographie forestière soutenu par le «Bruno Manser Fonds» en Suisse et la «Chantecaille Conservation Foundation» aux États-Unis.

## Pesticides

Pendant des années, le ministère roumain de l'Agriculture a accordé des dérogations pour des pesticides interdits dans l'UE, permettant ainsi aux grandes exploitations agricoles de les épandre sur d'immenses surfaces cultivées. En janvier de l'année sous revue, l'association «Eco Ruralis», qui représente les agriculteurs et agricultrices traditionnelles et agricoles, a décidé de réagir en collaboration avec «Ro-

mapis», une fédération regroupant des associations d'apiculteurs et apicultrices roumain-es. Il s'agit de semences, notamment de tournesol et de maïs, enrobées de trois néonicotinoïdes interdits dans l'UE depuis 2018. Pas moins de trois millions d'hectares devaient êtreensemencés avec ces semences toxiques. Les deux associations ont donc déposé un recours contre ces dérogations. Nous avons apporté une contribution financière à cette action en justice en aidant «Eco Ruralis» à payer les honoraires d'avocat et à couvrir d'autres frais de justice. Le verdict de la cour d'appel de Cluj a été rendu le 18 mars 2025: suspension des dérogations – une première grande victoire.



Dan Turiga d'Agent Green à Holzmengen/Hosman lors de l'atelier «Eyes On The Forest!»

# Protection contre l'arbitraire et la répression

Partout dans le monde, des personnes engagées sont criminalisées.

Elles sont exposées à la répression étatique ainsi qu'à l'arbitraire judiciaire. Elles ont besoin de notre protection.



Les participant-e-s du camp antifasciste rendent hommage aux victimes du fascisme.



## Attaque policière contre un mémorial dédié aux victimes du nazisme

Une opération policière de grande envergure menée au cours de l'année de ce rapport au mémorial de Peršmanhof, en Carinthie autrichienne (Koroška), a suscité une vive indignation dans tout le pays et au-delà.\* En effet, ce lieu est dédié à la résistance antifasciste slovène et commémore un massacre au cours duquel les SS ont assassiné, en avril 1945, onze membres des familles de cette ferme, dont sept enfants. C'est là qu'avait lieu un camp de jeunes consacré à l'éducation antifasciste, à la mémoire historique et au 80<sup>e</sup> anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le 27 juillet, plusieurs unités de police avec de moyens importants (drones, hélicoptère, brigade cynophile), ont investi le site. Les participant·es ont fait l'objet de contrôles d'identité musclés et plusieurs personnes ont été temporairement arrêtées. Les autorités ont justifié cette intervention par des soupçons d'infractions administratives liées au camping et à la protection de la nature.

L'intervention a profondément choqué les organisateur·rices et participant·es du camp dont des des-

# Autriche

pendant·es des victimes du massacre de Peršmanhof. De nombreuses voix ont dénoncé une opération particulièrement inappropriée et politiquement motivée. Dans ce contexte, le FCE organisait des protestations internationales auprès du gouvernement et du président autrichien en dénonçant cette tentative de criminalisation de l'engagement antifasciste et civique. Face à l'ampleur des critiques, une commission d'expert·es mandatée par le ministère de l'Intérieur a été chargée d'enquêter sur les circonstances de l'opération. Publié en octobre 2025, son rapport conclut que l'intervention était «disproportionnée, illégale et contestable à plusieurs égards». Le rapport souligne l'absence de fondement juridique suffisant, des contrôles et arrestations illégaux, un usage excessif des moyens policiers ainsi que des défaillances dans la chaîne de commandement.

\*Le siège du Forum Civique Européen d'Autriche se trouve à quelques kilomètres seulement du Peršmanhof, au sein de la coopérative Longo ma! Stopar.

# Turquie

## Suivi du procès de Pınar Selek

Depuis 27 ans, l'État turc tente de détruire la vie de Pınar Selek – écrivaine, sociologue, féministe et militante contre le machisme et le militarisme. La première procédure judiciaire à son encontre a été engagée en 1998, lorsqu'elle a refusé de divulguer les noms des Kurdes qu'elle avait interviewés dans le cadre de ses recherches sociologiques. Le prétexte invoqué à l'époque pour l'arrêter: elle aurait perpétré un attentat à la bombe sur le marché aux épices d'Istanbul – une accusation qui a depuis été réfutée à plusieurs reprises. Elle a été emprisonnée pendant deux ans et demi et a subi des tortures. Après sa libération, elle s'est rapidement exilée en France.

Le 25 janvier 2017, le procureur général turc a requis – après quatre acquittements devant les tribunaux – pour la cinquième fois une peine d'emprisonnement à perpétuité. Le procès, fondé sur des mensonges, devait donc être rouvert. Puis, il ne s'est rien passé pendant un certain temps, jusqu'au

6 janvier 2023, date à laquelle la Cour suprême de Turquie a soudainement annoncé que Pınar Selek risquait à nouveau la prison à perpétuité pour le prétendu attentat à la bombe de 1998. Une notice rouge («mandat d'arrêt international») d'Interpol devait être émis à son encontre.

C'est ainsi qu'un procès a eu lieu le 31 mars 2023, mais il a été reporté sans verdict au mois de septembre de la même année. La même chose s'est produite en 2024 et au cours de l'année 2025, à quelques dates près. Des représentant·es du FCE ont assisté à toutes les audiences en tant qu'observateur·rices. Interpol a jusqu'à présent refusé de délivrer une notice rouge contre Pınar, les intentions politiques de ses poursuivants étant trop évidentes. Une demande d'extradition adressée à la France est restée sans réponse. Pınar est désormais citoyenne française et son extradition est donc pratiquement exclue. Mais à chaque report des audiences sans verdict, la guerre des nerfs se poursuit, et Pınar ne peut



*Pınar Selek. Dessin de Basile Poty, avril 2026*

pas retourner dans son pays, pas même pour rendre visite à son père très âgé et désormais malade, qui l'a encore défendue en tant qu'avocat au cours de l'année de ce rapport.

Heureusement, Pınar bénéficie d'une large solidarité internationale. De nombreux soutiens sont présents à chaque audience: des avocat·es turcs, français·es et suisses, des élu·es, des universitaires, des écrivain·es, des syndicalistes, des professeurs d'université, un ou une représentant·e du consulat général de Suisse et des envoyé·es de diverses organisations de défense des droits humains.

Pınar Selek et son action ont une grande valeur symbolique pour toutes les prisonnières et prisonniers politiques et les personnes persécutées en Turquie, ainsi que pour toutes celles et ceux qui défendent le droit et la justice dans le monde. Nous serons présent·es aux audiences jusqu'à son acquittement définitif.

# Hommage à un ami



## Danilo Gay (1943 - 2025)

Danilo Gay est décédé le 3 janvier 2025 à Lausanne, à l'âge de 81 ans. Il a exercé la fonction de diacre protestant dans de nombreux pays à travers le monde, de l'Afrique au Canada en passant par la Russie. À son retour en Suisse, nous avons fait plus ample connaissance avec lui lors de conférences organisées conjointement avec un exilé congolais sur la situation des réfugié-es entre l'Afrique et l'Europe. Notre étroite amitié s'est ensuite nouée à la suite d'un événement sur la situation dramatique des migrant-es sur la route des Balkans, organisé par le FCE à Berne en 2019. Danilo a été touché par ce qu'il a entendu et s'est ensuite rendu spontanément à Sarajevo, accompagné de sa femme Lisette, de sa fille Joëlle et de son petit-fils Samuel.

La misère a profondément choqué tout le monde, mais Danilo a réussi à aller simplement vers les migrant-es dans le besoin et à les encourager par de petits gestes. Au cours de ce premier voyage, il a également fait la connaissance d'Ines Tanović, de Kompas, une initiative locale d'aide aux exilé-es, avec laquelle nous sommes désormais très liés. Cette rencontre a donné lieu à une profonde amitié et à une collaboration durable entre Danilo et Ines. Dès lors, il a collecté de l'argent et du matériel pour Kompas et s'est rendu sur place à maintes reprises. Danilo était infatigable dans sa recherche de nouveaux soutiens pour cette cause. Il nous manque: son énergie inébranlable, sa nature aimante, alliées à son engagement profondément humain et politique. Sa fille Joëlle et un petit cercle d'amis poursuivent désormais son œuvre.

## [ Archipel ]

### le mensuel du Forum Civique Européen

Depuis septembre 1993, Archipel paraît onze fois par an en allemand et français avec un tirage d'environ 5'000 exemplaires. Il est diffusé en partie par abonnement en Allemagne, Autriche, France et surtout en Suisse. De plus, Archipel est envoyé gratuitement à des contacts du FCE en Europe de l'Est, Afrique, Asie et en Amérique latine, qui ne peuvent se permettre de payer un abonnement. Archipel informe des activités du FCE, d'autres groupes ou individus, présente des reportages sur l'actualité politique, mais aussi des réflexions sur l'histoire et la philosophie.

Vous trouvez les archives d'Archipel sous:  
[www.forumcivique.org](http://www.forumcivique.org)

# Dons

## Solidarité à long terme grâce aux paiements réguliers

Le Forum Civique Européen se veut solidaire dans des situations d'urgence, mais aussi promoteur de projets pérennes. Il a pour ambition d'initier des changements à long terme. En privilégiant l'auto-organisation et en mettant en réseau les initiatives émancipatrices, nous espérons faire des petits pas vers l'utopie d'un monde plus juste. Ce travail n'est possible que grâce au soutien de nombreux donateurs et donatrices. Pour rester indépendant, le FCE se finance essentiellement par des dons privés. Avec vos dons vous aidez à diffuser des informations, à envoyer des délégations d'observateurs et d'observatrices dans des zones de tension, à soutenir la création et le fonctionnement de structures d'accueil pour les sans-papiers et migrant-es ainsi que l'assistance juridique aux personnes nécessiteuses.

Le soutien avec des ordres de paiements réguliers par la poste (DD) ou la banque (LSV) ne génère aucun frais, ni à vous, ni à nous. A chaque débit, vous serez informé par votre banque ou la poste et il est à tout moment possible d'annuler le soutien par une simple signature.

## Soutien financier:

### Dons en CHF:

PC 40-8523-5

IBAN: CH24 0900 0000 4000 8523 5

BIC: POFICHBEXXX

### Pour les virements en euros:

Compte auprès de la banque cantonale de Bâle:

BKB-EURO-KONTO

IBAN: CH56 0077 0016 5490 9272 8

BIC: BKBBCHBBXXX

L'association FCE est reconnue d'utilité publique en Suisse

## Contacts FCE

### Suisse

Forum Civique Européen  
St.Johanns-Vorstadt 13  
Case postale  
CH-4001 Bâle  
Tel.: +41-61-262 01 11  
E-Mail: [ch@forumcivique.org](mailto:ch@forumcivique.org)

### Autriche

Hof Stopar  
Lobnik 16  
A-9135 Železna Kapla/  
Eisenkappel  
Tel.: +43-42 38-87 05

### Mühle Nikitsch

Berggasse/Travnik 26  
A-7302 Nikitsch/Filež  
Tel.: +43-650/34 38 378  
E-Mail: [at@forumcivique.org](mailto:at@forumcivique.org)

### Allemagne

Hof Ulenkrug  
Stubbendorf 68  
D-17159 Dargun  
Tel.: +49-399 59-20 329  
E-Mail: [de@forumcivique.org](mailto:de@forumcivique.org)

### Ukraine

Vul. Borkanyuka 95  
UA-90440 Nizhne Selishche  
Khust, Zakarpattia  
E-Mail: [ua@forumcivique.org](mailto:ua@forumcivique.org)

### France

Hameau de St-Hippolyte  
F-04300 Limans  
Tel.: +33-492 73 05 98  
E-Mail: [fr@forumcivique.org](mailto:fr@forumcivique.org)

### Roumanie

Joachim Cotaru  
Str. Bisericii 234  
RO-557168 Hosman (SB)  
E-Mail: [ro@forumcivique.org](mailto:ro@forumcivique.org)

[www.forumcivique.org](http://www.forumcivique.org)



En faisant un don, un legs ou un héritage  
au Forum Civique Européen, vous contribuez  
à créer un avenir plus juste et à montrer  
un visage ouvert et amical de l'Europe.

Forum Civique Européen  
St. Johannis-Vorstadt 13  
Case postale  
CH-4001 Bâle  
Tel.: +41 61 262 01 11  
E-Mail: [ch@forumcivique.org](mailto:ch@forumcivique.org)

**civique**  
**forum!org**